

Macron ferme les bureaux de poste en Ile de France : adieu services publics...

écrit par Marcher sur des oeufs | 18 novembre 2017

Fermeture de bureaux de poste : les services publics disparaissent aussi en Ile-de-France

<http://www.frontnational.com/2017/11/fermeture-de-bureaux-de-poste-les-services-publics-disparaissent-aussi-en-ile-de-france/>

15/11/2017

Communiqué de presse de Wallerand de SAINT JUST, Président du groupe FN à la Région Île-de-France, et d'Huguette FATNA, conseillère régionale et membre de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire

L'Ile-de-France, jusque dans ses zones les plus urbaines, n'est pas épargnée par la désertification des services publics. De source syndicale, ce sont ainsi 200 bureaux de poste fermés rien qu'en 2017 et une réduction des amplitudes horaires de l'ordre de 30%. Rien qu'à Paris, ce sont 15 bureaux de poste fermés en 5 ans et des activités majoritairement transférées à des points relais gérés par des commerçants.

La Poste répond : baisse de la fréquentation et rénovation des points qui restent ouverts. Des bureaux de poste neufs, mais loin de chez soi et fermés tôt le matin et le soir, pas de quoi s'étonner d'une baisse de fréquentation. Derrière les beaux discours, la réalité est celle des contraintes financières que la direction du groupe La Poste s'impose dans une logique d'austérité et de rentabilité.

Là est le problème : la Poste est un service public, et un service public n'est pas destiné à être rentable. Il est destiné, comme son nom l'indique, à servir les citoyens, c'est d'ailleurs pour cela qu'ils paient des impôts. Mais il est vrai qu'on ne peut pas augmenter le budget de l'AME ou celui de la contribution française à l'Union européenne, « et en même temps » utiliser l'argent des Français pour leur confort et un bon niveau de service.

En tout état de cause, le groupe Front National du Conseil régional d'Ile-de-France dénonce cette politique et la désertification des services publics dans notre région

et saisira la présidente de Région d'une question orale dès la semaine prochaine en séance plénière pour connaître les réponses qu'elle compte apporter à ce problème.